

La classe politique et la société civile donnent leurs avis

Une mission d'information et de contacts de l'Organisation Internationale de la Francophonie a séjourné du 8 au 10 septembre 2005 dans notre pays. Dirigée par M. Jean-Pierre Vettovaglia, ambassadeur, représentant du Président de la Conférence suisse au CPF, cette délégation, composée entre autres de M. Pierre LAFRANCE, ancien ambassadeur de France en Mauritanie, de Madame Samira Hanna-el-Daher, ambassadeur, délégué permanent du Liban auprès de l'Unesco, chargé de la Francophonie, de M. Sékou Doucouré, représentant personnel du Président malien au CPF, de Madame Christine Desouches, délégué aux droits de l'Homme et à la démocratie, de M. Ridha Bouabid, conseiller à la Délégation aux droits de l'Homme et à la démocratie, cette délégation sera reçue dès son arrivée par le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, Chef de l'Etat, le Colonel Ely Ould Mohamed Vall. Après cette audience au cours de laquelle le président Ould Mohamed Vall expliquera à ses interlocuteurs les raisons du coup de force du 3 août 2005, la délégation de la Francophonie se réunira d'abord avec la classe politique, puis la société civile dans la salle des conférences du Novotel l'Feïla, le samedi 10 septembre entre 18 H et 20H30 afin de s'informer sur l'appréciation des uns et des autres de cette révolution de palais.

Les partis politiques

Pas moins de 36 représentants de formations politiques avaient répondu à l'appel de cette délégation de la Francophonie qui aura à écouter parfois les critiques les plus virulentes vis-à-vis les uns des autres parmi la classe politique comme ce fut le cas lorsque le responsable du parti unioniste El Wihdahi s'en prenait au PRDS et à l'ex-majorité présidentielle: "le PRDS n'a pas pu organiser une petite marche pour soutenir son président déchu parce que ce n'est pas un parti majoritaire et ce n'est même pas un parti tout court. Des 216 communes pas une seule n'a orga-

nisé une marche pour protester contre le coup d'Etat, y compris la localité de M. Boidiel et de M. Itewel Oumrou qui sont tous deux du PRDS et de l'ex-majorité."

Prenant la parole, l'ancien ministre et président de l'association des maires de Mauritanie Sow Mohamed Deina devait rappeler que s'il n'y avait, ne serait-ce qu'un simulacre de démocratie en Mauritanie, tous ces partis qui sont là ne seraient pas devant vous. Et il y avait bien de la démocratie chez nous mais, comme en toute chose, il y a des lacunes, il y avait bien dans notre démocratie des lacunes et nous remercions le Conseil Militaire qui vient d'arriver de nous avoir ouvert cette voie pour nous

permettre, aux uns et aux autres de s'intégrer dans cette démocratie. Au PRDS, nous sommes persuadés que nous jouerons le jeu parce que simplement nous avons un défi à relever. J'ai entendu certains dire que le PRDS n'a pas organisé des marches pour protester contre la chute de son président. Le Président est venu par les armes et il est parti par les armes."

M. Bâ Mamadou Alassane, président du PLEJ, dira quant à lui que "le régime de Ould Taya qui a dirigé le pays du 12/12/84 au 3/8/2005 était une dictature sanglante, despotique, totalitaire, caractérisée par la gestion du pays comme étant une propriété privée, par la violation de la Constitution, la violation des droits de l'homme, etc. Si la suspension de la Mauritanie était parce qu'un régime démocratique a été destitué, ce n'est pas vrai parce qu'il n'était pas un régime démocratique et les militaires du CMJD ont donné des signes encourageants, pris des engagements solennels devant le peuple et la communauté internationale de ramener le pays à la légalité constitutionnelle dans un délai de 24 mois.

Ils ont commencé par une ouverture politique sur tous les partis, instauré un

climat de liberté, adopté une ordonnance d'inéligibilité du président et des membres du Conseil militaire, du Premier ministre et des membres de son gouvernement" et ont "amnistié les prisonniers politiques et d'opinion." Même son de cloche chez le premier responsable de l'UDN qui dira que si la mesure de la suspension était faite par la Francophonie, elle serait contre le peuple mauritanien.

Cette vigueur du débat, fort soulignée par le président de l'UFP, Mohamed Ould Maouloud qui rappellera dans son intervention que son parti a tenté en vain de convaincre le président Ould Taya de sortir de l'impasse, d'aller vers le dialogue et d'amorcer l'ouverture politique à l'endroit des partis de l'opposition conduisant à plonger le pays dans les séries de tentatives de coup d'Etat en 2003, 2004 et 2005, cette vigueur du débat, disions-nous, n'empêchera pas toute cette classe politique de souhaiter la levée ou l'annulation de la suspension que l'Organisation internationale de la Francophonie se proposait de prendre à l'encontre de la Mauritanie du fait de l'avènement d'un régime militaire et plutôt d'aider à accompagner ce régime afin qu'il tienne toutes ses promesses.

Cette unanimité des acteurs politiques devait amener M. Vettovaglia, président de la délégation de la Francophonie à dire, en conclusion des discussions alors qu'il remerciait les dirigeants et représentants des partis politiques pour leur disponibilité : "Il y a là l'expression d'une très forte majorité dans l'appréciation des événements du 3 août. C'était un privilège pour nous de pouvoir disposer d'un après-midi autour de cette de l'essentiel des forces politiques de la Mauritanie. C'est très impressionnant et il y a là ce qui nous paraît de plus convaincant. Nous voyons chez les uns et les autres une sorte de force de persuasion et nous voudrions vous souhaiter de réussir ce retour à la démocratie et à une vie politique apaisée."

La société civile (presse, avocats, ONG)

Avec la société civile, même si le débat devait tourner autour d'un point précis, à savoir "vérifier l'état d'esprit dans lequel se déroulera le dialogue, la concertation", les échanges seront houleux et très ouverts, une forte présence de la gent féminine de différentes ONG et coopératives réclamant le retour de l'ancien président Ould Taya, poussant parfois les interventions à prendre un caractère de confrontation entre deux camps. Le collectif des avocats des détenus d'opinion en Mauritanie fera une déclaration dans laquelle il soulignera que "loin de toute motivation politique partisane et en notre qualité d'avocats habités par les valeurs universelles d'égalité et de justice, préoccupés au premier chef par l'instauration d'une justice indépendante et échaudés par les abus unanimement constatés lors des procès d'opinion qui ont émaillé ces dernières années notre histoire judiciaire, nous avons apporté notre soutien ferme à la réalisation du programme présenté par le CMJD devant le peuple mauritanien. Nous lançons en conséquence un appel

pressant à l'opinion publique nationale et internationale, aux hommes épris de justice et à tous les amis de la Mauritanie et leur demandons d'apporter leur contribution à la réussite pleine et entière de la transition de la Mauritanie vers la démocratie et vers plus de justice."

Prendra la parole ensuite, la présidente du réseau féminin CONAMAF (coordination du mouvement associatif féminin) qui dira quant à elle : "C'est vraiment malheureux que le peuple mauritanien ne connaisse même pas ce que veut dire la démocratie, car c'est le gouvernement déchu qui a autorisé les ONG, les partis, la liberté de presse et d'expression. C'est vraiment dommage et je demande à la francophonie de vous ouvrir une école de la démocratie. Ensuite nous exigeons le retour du président Ould Taya. Regardez dans quel état il a laissé le pays : un vrai bijou où il y a de l'électricité partout, des goudrons, des télécommunications, l'Internet, je suis désolée pour la Mauritanie. Personne n'est sorti le 3 août, pas pour demander son retour parce que nous ne connaissons pas la démocratie. Que je suis triste pour la Mauritanie ! Nous appelons au retour de notre président !"

D'autres voix s'élèveront pour prendre le contre-pied de cette intervention et accabler le pouvoir déchu. C'est le cas de Lalla Aicha Sy, présidente du Comité de Solidarité avec les Victimes de la Répression en Mauritanie, qui dira que même si elle n'est pas pour les putschs et les coups d'Etat, parce que militante des Droits de l'Homme, elle salue le coup de force du 3 août et qu'il était ce qui pouvait nous arriver de mieux parce qu'il nous a évité le bain de sang. Car, ajoutera-t-elle il y avait tous les maux en Mauritanie, la torture, les violations des droits de l'Homme, la corruption, etc.

M. Mamadou Sarr, président du FONADH dont 3 seulement des 14 ONG

soient reconnus dira que le climat social est caractérisé par le passif humanitaire et que le CMJD doit veiller à ce que ce problème soit réglé avant la fin de son mandat de deux ans et l'arrivée des civils au pouvoir. Même son de cloche chez Boubacar Ould Messaoud, président de SOS-Esclaves qui saluera le coup d'Etat du 3 août et demandera que soient réglés le problème humanitaire, celui des déportés en affirmant "nous sommes prêts à nous investir dans cela afin que les gens puissent se réconcilier, pour que le pardon soit pris en compte. Nous demandons seulement aux militaires de faire un geste par rapport à cette question, un programme où un échantillon et nous nous engageons à nous investir pour convaincre les gens à s'accepter. La Mauritanie ne peut pas se faire seulement avec ses blancs ni avec ses noirs. Personnellement, je suis prêt à collaborer et à m'investir avec n'importe qui, même s'il est juif."

Prenant la parole au nom de ses confrères, M. Cheikhna Ould Nenni, président de l'Association Nationale de la Presse Indépendante dira que "dans le contexte actuel, il ne s'agit pas de verser dans la bipolarisation des opinions mais de penser à la Mauritanie avant tout. De même que tout le monde ici, hommes et femmes, doivent être justes et si un pouvoir est parti, déchu, si on doit le juger, au moins, on doit le faire autant sur son passif que sur son actif pou avoir un résultat. Quant au sujet qui nous intéresse, à savoir le coup d'Etat du 3 août, nous sommes parmi les premiers à le condamner parce que c'est un coup d'Etat militaire, une prise de pouvoir par la force. Les concertations que nous avons eu avec nous, qu'il a eu avec les partis politiques et les mesures de garanties qu'il ne cesse d'avancer, nous incitent à lui accorder notre confiance et notre crédit, tout en demandant d'avantage de gages. Et

je crois sincèrement que ces comités interministériels, personnellement j'ai eu à contacter, le Secrétaire général de la Présidence, M. Habib Ould Hemett qui préside ces comités, et il m'a confirmé que ces comités interministériels entendront tout le monde. Donc, j'aimerais dire à tous qu'il faut penser à la Mauritanie avant tout et leur demander d'essayer durant cette transition d'éviter de soulever de petits problèmes ou de grands problèmes sur le dos de la Mauritanie. Vous savez, quand on parle de la question nationale, de nationalisme, comme le dit Claude Julien, "la seule vertu du nationalisme c'est de justifier à soi ce qui est blâmable par autrui." Donc j'aimerais dire à tous ceux qui essaient de parler de nationalisme, qui disent que les négro-mauritaniens sont opprimés, ou sont, comme le dit Kane Thierno, "des citoyens de seconde zone", que ce n'est pas vrai, que ce sont nos frères, vivent et travaillent avec nous, qu'ils avaient la deuxième personnalité constitutionnelle du régime qui vient d'être déchu et que ceci est extrêmement important."

Plusieurs importantes interventions iront dans le sens de cette voie rappelant que la Mauritanie doit passer avant tout et que c'est pas le moment de vouloir régler de vieux comptes ou de poser des problèmes dont les recherches de solutions doivent être du ressort du pouvoir démocratiquement élu à venir.

M. Vettovaglia, président de la délégation de la Francophonie devait par la suite mettre fin aux débats, sous prétexte qu'ils sont attendus par le Premier-Ministre aux alentours de 20H30-21H et remerciera la société civile pour les différentes appréciations qu'elle fait et qui les sont une expression très forte dans l'appréciation des événements du 3 août.

MOHAMED OULD KHATTAT